

<p><i>Maître d'Ouvrage :</i></p>  <p>Cité scientifique, 59650 Villeneuve D'ascq</p>	<p><i>Architecte :</i></p> 	<p><i>Bureau d'études :</i></p> 
--	---	---

RENOVATION THERMIQUE DU BÂTIMENT C DE CENTRALE LILLE

Cité Scientifique – VILLENEUVE D'ASCQ



CCAP

Juin 2025

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.2	MAITRISE D'OUVRAGE	4
1.3	MAITRISE D'OEUVRE	4
1.4	TRANCHES, PHASES ET LOTS	4
1.5	CONTROLE DES PRIX DE REVIENT	4
1.6	ASSURANCES	5
1.7	CONTROLE SECURITE-SANTE	5
1.8	DELAIS DE REALISATION	5
2	CONSULTATION	6
2.1	PROCEDURE DE CONSULTATION	6
3	PIECES CONSTITUTIVES DE LA CONSULTATION	6
3.1	GENERALITES	6
4	PRIX DES TRAVAUX	7
4.1	FORME DE MARCHE ET DELAI D'EXECUTION T.C.E.	7
4.2	CONTENU DES PRIX	7
4.3	MODIFICATIONS DANS L'IMPORTANCE ET/OU LA NATURE DES TRAVAUX	8
4.4	DEPENSES COMMUNES	8
5	DELAIS D'EXECUTION - PENALITES	10
5.1	DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX	10
5.2	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	10
5.3	PENALITES	11
6	REGLEMENTS DES TRAVAUX	13
6.1	CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE	13
6.2	AVANCE FORFAITAIRE	13
6.3	AVANCES SUR APPROVISIONNEMENTS	14
6.4	ETABLISSEMENT DES SITUATIONS	14
6.5	ETABLISSEMENT DES DECOMPTES DEFINITIFS	14
6.6	SOUS TRAITANCE - APPORT DU MARCHE SANS AUTORISATION	15
7	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	16
7.1	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	16
7.2	MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT	16
7.3	CARACTERISTIQUE, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	16
7.4	PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE	16
8	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	17
8.1	PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	17
8.2	COORDINATION DES TRAVAUX	17
8.3	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER - ENCADREMENT	18
8.4	PLAN D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL	18
8.5	CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX	19
8.6	REUNIONS	19
8.7	CONTESTATIONS SUR LES DOCUMENTS	19
8.8	DELAIS DE PRODUCTION DES DOCUMENTS	20
8.9	PLANS DE RECOLEMENT, NOTICES D'ENTRETIEN, SCHEMAS	20
8.10	ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	20
9	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	22
9.1	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	22

9.2	AUTOCONTROLE	22
9.3	ESSAIS ET VERIFICATIONS DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS	23
9.4	RECEPTION DES TRAVAUX	23
9.5	GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	25
9.6	RESILIATION DE CONTRAT.....	26
9.7	ASSURANCES ET OBLIGATIONS.....	27
9.8	PROPRIETE ARTISTIQUE - PROPRIETE INDUSTRIELLE	27
9.9	ATTRIBUTION DE JURIDICTION.....	28

1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) a pour objet de définir l'opération, de préciser la façon dont elle sera conduite et de compléter le cahier des clauses administratives générales applicables aux travaux de bâtiment définis "Ne Variatur", norme NFP 03.001, d'octobre 2017.

En cas de contradiction, les prescriptions indiquées dans le présent document ont priorité sur celles de ladite norme.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent la réhabilitation thermique du bâtiment C de Centrale Lille à Villeneuve d'Ascq.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), et les autres documents.

1.2 MAITRISE D'OUVRAGE

Centrale Lille
Cité Scientifique CS20048
59 651 Villeneuve d'Ascq CEDEX

1.3 MAITRISE D'OEUVRE

HDM INGENIERIE
Parc scientifique de la Haute borne 20 rue Hubble
59262 Sainghin en Mélantois

DAUM Architectes
10 Place Simon Volland
59000 LILLE
contact@daumarchitectes.com

1.4 LISTE DES LOTS

Le marché qui sera conclu à la suite de la procédure engagée aura pour objet l'exécution de :

RENOVATION THERMIQUE DU BÂTIMENT C DE CENTRALE LILLE A
VILLENEUVE D'ASCQ

Lieu d'exécution : Cité Scientifique à Villeneuve d'Ascq

Cette prestation est divisée en 5 lots.

Lot n°1 : Clos couvert
Lot n° 2 : Plâtrerie Plafond Peinture
Lot n° 3 : Electricité
Lot n° 4 : CVC
Lot n° 5 : Fluides spéciaux

1.5 CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

Sans objet.

1.6 ASSURANCES

L'assurance de chaque entreprise couvrant ses responsabilités biennales et décennales, sera conforme à celle instituée par la loi N°78.12 du 4 janvier 1978 et aux dispositions de l'arrêté du 27 décembre 1982.

L'entreprise communiquera avec son offre une copie des conditions générales de son contrat d'assurance décennale.

Le Maître d'Ouvrage contracte, conformément à la loi, une police "Dommage/Ouvrage".

Toute surprime de cette police exigée des assureurs, du fait des matériaux ou méthodes de mise en œuvre d'une entreprise sera due par celle-ci.

Tous les entrepreneurs participant aux travaux devront justifier qu'ils sont titulaires d'une police d'assurance couvrant les risques d'effondrement en cours de travaux et leurs responsabilités décennales et biennales.

L'attestation qui devra être fournie par les entrepreneurs précisera les qualifications OPQCB ouvertes par la police.

Les entrepreneurs devront également présenter une attestation justifiant de leur responsabilité civile pour dommage aux tiers.

1.7 CONTROLE SECURITE-SANTE

Les travaux faisant l'objet du présent Marché sont soumis aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 Décembre 1993 et aux différents Décrets et Arrêtés précisant les modalités d'application de la Loi, à savoir :

- Décret n° 94-1159 du 26 Décembre 94
- Arrêté du 7 mars 95
- Décret n° 95-543 du 4 mai 95
- Décret n° 95-607 du 6 mai 95
- Décret n° 95-608 du 6 mai 95

Cette mission recouvre les phases de la conception et de la réalisation du projet et comprend l'ensemble des prestations prévues par le Décret n° 94-1159 du 26 Décembre 94.

Les entreprises intervenant sur le chantier sont tenues de remettre au coordonnateur sécurité-santé leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) au moins un mois avant leur intervention sur le chantier telle que prévue au calendrier général détaillé d'exécution.

L'entreprise titulaire du lot devra fournir au maître d'œuvre une attestation de non emploi de travailleurs clandestins.

Cette attestation sera à fournir à la signature du marché et par la suite tous les six mois jusqu'à l'expiration de la période de parachèvement.

Tout défaut de remise de cette attestation entraînera pour l'entreprise le paiement d'une pénalité de 500€/jour de retard calendaire.

Cette pénalité commencera à courir dès réception par l'entreprise d'une LRAR émise par le maître d'œuvre lui signifiant sa défaillance, sans mise en demeure préalable.

1.8 DELAIS DE REALISATION

Les délais respecteront les échéances (intermédiaires et finale) indiquées sur le planning contractuel, soit de Septembre 2025 à Juin 2026 en considérant :

- Un OS travaux en date du 01/09/25

Les études d'exécution sont à la charge des entreprises de chaque lot. Elles sont exécutées pendant la période de préparation et remises au maître d'ouvrage et

MOE 10 (dix) jours avant l'expiration de cette période de préparation, pour les ouvrages d'infrastructure et à l'avancement des travaux pour la superstructure.

2 CONSULTATION

2.1 PROCEDURE DE CONSULTATION

La consultation a lieu en corps d'états séparés.

L'Entrepreneur soumissionnaire est tenu de remettre une offre sur la base du projet.

Il reste libre de remettre les variantes visant à l'économie qu'il juge intéressantes pour autant qu'il inclue dans ces variantes toutes les incidences financières quelles qu'elles soient Tous Corps d'Etat et pour autant qu'elles respectent l'ordre décrit des pièces du projet et sa numérotation. Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base), et une autre proposition avec variante facultative.

Les actes d'engagements doivent être conformes au modèle joint à la consultation. En aucun cas, les soumissionnaires ne peuvent prétendre à une indemnisation dans le cas où leurs propositions ne seraient pas acceptées.

L'Entrepreneur reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours (CENT VINGT JOURS).

3 PIECES CONSTITUTIVES DE LA CONSULTATION

3.1 GENERALITES

Les pièces constitutives du marché et l'Ordre de leur préséance, les unes sur les autres, est celui de la liste suivante.

3.1.1 Pièces particulières

- Acte d'engagement (A.E.) et son annexe :
- Annexe 1 : Cadre de demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitances (document(s) renseigné(s) si (plusieurs) sous-traitant(s) est (sont) déclaré(s) par l'entreprise (le groupement d'entreprises) avant la signature du Marché).
- DPGF
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Rapport du contrôleur technique (il sera fourni sur demande de l'entreprise pendant l'appel d'offres)
- Les cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Cahier des prescriptions générales du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) et ses annexes (il sera fourni sur demande de l'entreprise pendant l'appel d'offres)
- Calendrier prévisionnel d'exécution des prestations (études et travaux)
- Le dossier des plans et schémas techniques établis par l'architecte, le bureau d'études HDM.
- Le calcul thermique RT Existant

3.1.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- Cahier des Clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S./D.T.U.), tels qu'ils sont énumérés dans la circulaire du 27 Juillet 1990.
- Règlement sanitaire départemental en vigueur dans le département du Nord.
- Réglementation relative à l'accès du bâtiment aux handicapés physiques :
 - loi 91-663 du 13 Juillet 1991
 - décret 94-86 du 26 Janvier 1994
 - arrêté du 31 Mai 1994,
 - circulaire 94-55 du 7 Juillet 1994
 - loi 05-102 du 11 février 2005
 - décret 05-1732 du 30 décembre 2005
 - décret 06-1657 du 21 décembre 2006
 - décret 06-1658 du 21 décembre 2006
 - arrêté du 15 janvier 2007
- Réglementation relative à la sécurité contre l'incendie.
- Réglementation thermique Th-K, Th-D, Th-G.
- Répertoire des éléments et ensembles fabriqués du bâtiment (R.E.E.F.B.).
- Normes de l'Association Française de Normalisation (AFNOR)
- Réglementation relative à la sécurité et à la protection de la santé : loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 et Décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994.
- La RT2012
- Les Règles parasismiques eurocode 8

4 PRIX DES TRAVAUX

4.1 FORME DE MARCHE ET DELAI D'EXECUTION T.C.E.

Les marchés sont traités par entreprises séparées, à prix net, forfaitaire, ferme et définitif non révisable et non actualisable.

4.2 CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont hors T.V.A et sont établis :

- a. En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites ci-dessous :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
VENT	>60 km/h
PRECIPITATIONS	Hauteur totale des précipitations sur une période de 24 heures : 10 millimètres.
GEL	0°C température minimum en journée

Seront seules admises, comme preuves de dépassement des intensités limites fixées ci-dessus, les relevés de la station de Météorologie la plus proche.

- b. En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages et l'intervention des autres entreprises concourant à la réalisation de l'opération
- c. En tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées dans les différentes autres pièces du marché.

Les jours d'intempéries, au sens de la réglementation du travail sur les chantiers de bâtiment et dûment constatés par une attestation du maître d'œuvre, accompagnée d'un justificatif de dépassement des intensités prévues ci-dessus (relevé météo d'une station proche), jusqu'à la mise hors d'air de l'immeuble et pendant les travaux de finitions extérieures.

Ces journées d'intempéries doivent être constatées par le Maître d'œuvre et notifiées dans le compte-rendu de réunion de chantier.

4.3 MODIFICATIONS DANS L'IMPORTANCE ET/OU LA NATURE DES TRAVAUX

Dans le cas de changements dans la nature des travaux après passation des marchés, chacune des parties en ce qui le concerne, doit faire connaître en temps utile, les modifications à apporter tant dans la description graphique des ouvrages que quantitative et estimative.

A - Travaux venant en plus :

Si ces travaux sont demandés par le Maître d'ouvrage ou justifiés par un fait imprévisible l'exécution sera donnée par Ordre de Service.

Les prix pratiqués dans ces cas sont assimilables aux prix unitaires correspondants du D.Q.E.

En cas de travaux supplémentaires sur l'immeuble, l'éventuelle prolongation du planning contractuel devra être apprécié au cas par cas en fonction de la nature des travaux.

Tout travail supplémentaire effectué par l'entreprise sans ordre de service ne sera pas pris en compte sur le plan financier.

B - Travaux venant en moins :

Dans la mesure où certaines quantités ou prestations seraient volontairement réduites par le maître d'ouvrage, le marché initial de l'entreprise serait diminué et feront l'objet d'avenant justifiant les quantités, les travaux non exécutés et leur montant par application des prix unitaires figurant sur le D.Q.E.

Les travaux en moins ne réduiront pas le planning contractuel pour autant. Les travaux en moins feront obligatoirement l'objet d'avenants.

Dans l'hypothèse où la masse des travaux à exécuter par corps d'état serait diminuée de plus de 25 % (vingt-cinq pour cent) du marché de base, l'entreprise pourrait demander la résiliation de son marché mais ne pourrait prétendre à aucune indemnité que ce soit.

4.4 DEPENSES COMMUNES

Les dépenses communes sont supportées par le lot gros œuvre pendant toute la période d'exécution. L'entreprise de Gros Œuvre, sera chargée de veiller à la continuité de l'application des différents points pris en charge dans les dépenses communes pendant toute la durée du chantier

En cas de demande spécifique du maître d'œuvre ou de son représentant, le Gros Œuvre sera chargé d'appliquer la demande de ce dernier.

Rentre en ligne de compte les dépenses de chantier mentionnées ci-après :

4.4.1 Dépenses d'investissement

Les dépenses dont la nature est indiquée dans le tableau suivant sont réputées rémunérées par le prix des Marchés conclus par les entrepreneurs des lots

concernés (cf. annexe au CCAP) et les consommations inscrites au compte prorata. Ceux-ci maintiendront les ouvrages correspondant en parfait état durant toute la durée du chantier.

NATURE DES DEPENSES :

Branchements provisoires d'égout au lot Gros Œuvre

Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité qui seront réceptionnés par le maître d'œuvre, au lot Gros œuvre

Clôtures et panneaux de chantier établis en conformité avec l'article R 324-1 du Code du Travail, au lot gros œuvre pour toute la durée du chantier.

Installation d'éclairage, de signalisation et de balisage du chantier, au lot gros œuvre pendant toute la durée du chantier

Installations communes d'hygiène : sanitaire, douches, vestiaires, lieux de restauration (conformément aux indications du PGCSPPS), au lot gros œuvre pendant toute la durée du chantier.

Installations communes de sécurité (clôtures, garde-corps, protections des trémières, et d'une façon générale toutes les installations communes à plusieurs corps d'état), au lot gros œuvre pendant toute la durée du chantier.

Installation du téléphone, de télécopie et photocopie, au lot gros œuvre, pendant toute la durée du chantier.

Bureaux de chantier, salle de réunion compris entretien et enlèvement en fin de travaux, au lot gros œuvre, pendant toute la durée du chantier.

Nettoyage général, au lot gros œuvre.

Mise à disposition et évacuation des bennes pour les déchets, à la charge du lot Gros œuvre pendant toute la durée du chantier, et non repris au prorata.

Réseau provisoire d'eau, y compris raccordements avec compteurs divisionnaires, au lot gros œuvre. Hors consommations.

Réseau provisoire de chauffage et eau chaude sanitaire au lot gros œuvre, hors consommation Évacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments, au lot gros œuvre

Réseau provisoire intérieur d'électricité y compris son raccordement (avec compteurs divisionnaires). Etc... au lot gros œuvre

En aucun cas, les frais de redémarrage de chantier ne pourront être imputés dans le compte prorata

4.4.2 Dépenses d'entretien

Chaque entreprise est responsable du nettoyage quotidien et hebdomadaire de ses lieux d'intervention.

Sur simple constat par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage du NON RESPECT du nettoyage, et sans mise en demeure de l'entreprise (ou des entreprises) défaillante, le MOE pourra faire intervenir une entreprise spécialisée qui sera chargée du nettoyage de chantier. Le coût de cette intervention sera réglé par le Gros Œuvre et déduit du décompte mensuel de l'entreprise défaillante (ou des entreprises), ou réglé sur par le compte prorata en cas de désordre général ou de l'impossibilité de désigner une entreprise responsable.

4.4.3 Dépenses communes de chantier

Les dépenses ci-après sont réputées rémunérées par le prix des Marchés des entrepreneurs des lots concernés et intégrées dans le compte des dépenses gros œuvre :

- frais de branchement de chantier aux réseaux électricité, eau potable, fluides, assainissement et téléphone. => lot gros œuvre

- consommation d'eau, d'électricité et de téléphone => lot gros œuvre
- préchauffage des ouvrages afin que la mise en œuvre des matériaux et l'installation des matériels soient effectuées dans les conditions prévues par les fabricants=> lot gros œuvre
- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître de responsable => lot gros œuvre
- frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, suivant entreprise concernée, et si non possibilité de l'identifier, lot gros œuvre.
- Entretien et nettoyage de sa base vie, lot gros œuvre. Le maitre d'ouvrage ne pourra être recherché sur ce sujet.
- Etc...

4.4.4 Arbitrages

En cas de contestation sur les dépenses définies aux paragraphes ci-dessus, le maitre d'œuvre et le maitre d'ouvrage décideront de l'affectation de la dépense contestée.

Le maitre d'ouvrage et le maitre d'œuvre ne sont pas soumis à délivrance de quitus final.

5 DELAI D'EXECUTION - PENALITES

5.1 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux TOUS CORPS D'ETAT seront réalisés en une seule tranche. Dans ce délai global, sont compris :

- Les journées d'intempéries (20 jours calendaires),
- La période de congés payés ainsi que les jours chômés,
- Les travaux préliminaires d'installation de chantier
- Les études préalables au démarrage des travaux

L'Entreprise est supposée capable de démarrer ses études ou ses travaux dès notification de l'ordre de service ou de la signature du marché.

Le délai d'exécution, fixé en fonction du calendrier prévisionnel des travaux englobe la totalité des missions nécessaires à la terminaison complète de l'ensemble des ouvrages. En cas de travaux supplémentaires sur l'immeuble, l'éventuelle prolongation du planning contractuel devra être apprécié au cas par cas suivant la nature des travaux.

5.2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

5.2.1 Intempéries

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles et prévues dans le délai d'exécution des travaux est fixé à 20 JOURS calendaires (vingt jours).

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à la différence entre le nombre total de jours d'intempérie et les 20 jours prévus dans le délai contractuel d'exécution.

Les jours chômés, consignés au compte rendu de chantier, sont inclus dans le délai global d'exécution des travaux.

Au-delà de ces 20 jours, et pour autant que soit constaté un arrêt effectif de l'exécution des tâches se situant sur le chemin critique du chantier, de sorte que le

respect du délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement s'en trouve compromis, l'entreprise justifiera ses jours d'intempéries éventuels qui ouvriront droit à une prolongation, strictement égale en jour ouvrés, du délai d'exécution (transmission des relevés météorologiques et déclaration à la Caisse des Congés Payés du Bâtiment et des Travaux Publics).

Aucun autre élément ne pourra donner droit à un report de délai pour l'entreprise. Les jours chômés, consignés au compte rendu de chantier, sont inclus dans le délai global d'exécution des travaux.

Les intempéries supplémentaires seront recevables, dès lors que les minimas suivants seront justifiés :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
VENT	>60 km/h
PRECIPITATIONS	Hauteur totale des précipitations sur une période de 24 heures : 10 millimètres.
GEL	0°C température minimum en journée

5.3 PENALITES

5.3.1 PRINCIPE GENERAL

Il importe que les différentes tâches prévues au planning d'exécution soient terminées à la date prévue sur le planning. Il importe également, dans un souci de bonne coordination des travaux que les tâches programmées démarrent à la date prévue.

Les pénalités précisées ci-après s'appliqueront donc aussi bien aux retards dans le démarrage des tâches que la finition des tâches.

5.3.2 PENALITES AVANT EXPIRATION DU DELAI CONTRACTUEL

Ces pénalités sanctionneront le non-respect :

- de chaque phase du planning validé par la MOE
- des instructions données au RV de chantier et stipulées au compte rendu hebdomadaire
- du planning recalé
- de la fourniture des documents
- de la date de fourniture des calculs et plans d'exécution ou de réservations pendant les périodes de mise au point et préparation

Cette pénalité H.T. est fixée au montant de 1/ 3000^{ème} du montant marché H.T. par jour de retard calendaire et retenue par le maître d'œuvre chaque mois sur les situations de travaux. Pénalités plafonnées à 10% du montant du marché H.T.

5.3.3 RECOURS CONTRE UN AUTRE ENTREPRENEUR RESPONSABLE

Au cas où le retard d'une entreprise dans la date de démarrage portée à son planning particulier, ou dans le déroulement de ses travaux en cours de chantier serait provoqué totalement ou partiellement par le retard d'une ou plusieurs autres entreprises, l'entreprise retardée devra en faire l'observation motivée au maître d'œuvre lors des réunions de chantier, au moment où cette gêne est constatable, afin qu'il en soit pris note dans les P.V. de chantier.

Le maître d'ouvrage restera libre de contester le bien-fondé des observations de l'entrepreneur.

5.3.4 PENALITES APRES EXPIRATION DU DELAI CONTRACTUEL

Si l'entrepreneur n'a pas terminé les travaux dans les délais prévus par le calendrier d'exécution, des pénalités de retard lui seront appliquées.

Le montant H.T. de la pénalité journalière par jour calendaire sera de 1/ 3000^{ème} du montant du marché

H.T. Pénalités plafonnées à 10% du montant du marché H.T.

LES SOMMES RETENUES AU TITRE DE CES PENALITES DE RETARD SERONT DEFINITIVEMENT ACQUISES AU MAITRE D'OUVRAGE.

De la même manière que les pénalités avant expiration du délai contractuel, ces pénalités après expiration seront consignées dans le DGD et imputées par la MOE.

5.3.5 AUTRES CLOSES DE PENALITES

- Non remise de documents techniques (plan, FR, etc....) : 150 € HT/Jour Calendaire
- Non remise des DOE : 500 € HT/ jour calendaire
- Non présentation des échantillons : 150 € HT/Jour Calendaire.
- Retard dans la levée des réserves : 200 € HT/ Jour calendaire/Réserve
- Retard dans prestation de nettoyage : 150€ HT/ Jour calendaire

5.3.6 PENALITES CUMULABLES MAIS PLAFONNES

Il est précisé que l'ensemble des pénalités évoquées ci-dessus en 5.3.4 et en 5.3.5 sont cumulables mais plafonnées à 10 % du montant HT du marché de travaux comprenant également les éventuels avenants positifs.

5.3.7 PROCEDURE D'URGENCE

Au cas où le retard d'une entreprise ne pourrait, après recalage du planning, être compensé par une réduction de la durée d'intervention des autres corps d'état afin de permettre la livraison de l'ouvrage dans les délais initialement prévus, le maitre d'œuvre adressera une mise en demeure auprès de l'entreprise défaillante.

Cette mise en demeure donnera un délai de 7 jours ouvrables maximum à l'entreprise pour proposer les actions correctives de retour au planning contractuel initial. Ces actions devront être terminées dans les 30 jours suivants cette mise en demeure.

Au cas où cette situation n'est pas rétablie conformément au planning initial, le maitre d'œuvre pourra faire intervenir un tiers aux frais et risques de l'entreprise défaillante, sans autre mise en demeure.

5.3.8 CONTRÔLE DE L'AVANCEMENT

Une réunion de contrôle d'avancement tous les 15 jours calendaires pilotée par la maîtrise d'œuvre aura lieu et permettra de :

- recalculer éventuellement les tâches intermédiaires, tout en respectant les échéances de livraison
- constater l'impossibilité de recalage, et dans ce cas, de sanctionner l'entreprise défaillante par application des pénalités

6 REGLEMENTS DES TRAVAUX

Les travaux seront réglés par le maître d'ouvrage en cours d'exécution, par acompte mensuel sur état de situation établi comme énoncé ci-dessus et signé par l'entrepreneur.

L'entrepreneur signataire soumettra au maître d'œuvre les situations mensuelles de travaux au plus tard le 25 de chaque mois. Au-delà de la date imposée, les situations dont il s'agit pourront n'être prises en compte que le mois suivant (l'application des réserves retenues sera retenue) et traitées dans les mêmes délais et conditions que les situations habituelles.

Le maître d'œuvre vérifie et contrôle l'exactitude des pièces produites et, en cas d'approbation, délivre un bon de proposition de paiement au maître d'ouvrage.

Les conditions de règlement appliquées seront celles imposées par la maître d'ouvrage soit 30 jours à réception de la facture.

6.1 CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE

Les paiements des acomptes à valoir sur la somme totale due à l'entreprise sont amputés d'une retenue égale à 5 % de leur montant afin de garantir la bonne exécution des obligations incombant à l'entrepreneur par application des clauses du marché. Cette retenue permettra de satisfaire, le cas échéant aux réserves faites lors de la réception et de l'état des lieux dressé avec les acquéreurs par le Maître de l'ouvrage comme aux imperfections ou omissions qui seraient apparues pendant la période de garantie de parfait achèvement d'un an.

Cependant aucune retenue de garantie ne sera appliquée à partir du moment où l'entrepreneur aura fourni, pour un montant égal aux retenues futures, une caution personnelle et solidaire émanant d'un établissement financier agréé.

La retenue de garantie ou la caution en tenant lieu, sera libérée à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement d'un an si l'ouvrage n'a donné lieu à aucune nouvelle réserve pendant ce délai ou si ces nouvelles réserves ont été levées.

Conformément à la loi, le maître d'ouvrage pourra s'opposer pendant un délai d'un an à partir de la réception, auprès du consignataire ou de la caution, au paiement des sommes consignées ou à la mainlevée de la caution en cas d'inexécution des obligations du titulaire du marché à savoir :

- La non-exécution de travaux ou omission ou autre raison
- Les travaux incomplets
- La non reprise des imperfections
- Les malfaçons
- Le défaut de conformité au règlement de construction
- La non levée des réserves émises par le maître d'ouvrage lors de la réception

Et d'une manière générale, tout manquement aux obligations du marché constaté par le maître d'ouvrage lors de la réception des ouvrages définie aux articles ci-dessus.

NOTA : LE CAUTIONNEMENT SERA A PRESENTER OBLIGATOIREMENT AVEC LA PREMIERE SITUATION DE TRAVAUX : AUCUN CAUTIONNEMENT NE SERA ACCEPTE EN DEHORS DE CE CADRE.

6.2 AVANCE FORFAITAIRE

Une avance de 10% pourra être demandée par les entreprises à la signature du marché conformément à son choix dans l'acte d'engagement.

Cette avance est conditionnée à la production d'une garantie à première demande. L'avance est récupérable en totalité dès que l'acompte le permet, et des 65% des travaux. Celle-ci sera entièrement remboursée dès que les travaux auront atteint 80%

6.3 AVANCES SUR APPROVISIONNEMENTS

SANS OBJET.

6.4 ETABLISSEMENT DES SITUATIONS

Il sera établi pour le 25 de chaque mois une situation cumulative comprenant au dernier jour du mois les travaux exécutés depuis le début du chantier et évalués aux conditions initiales du marché.

Ces situations, mémoires, décomptes et attachements nécessaires au règlement des travaux modificatifs seront produits et d'un modèle imposé par le maître d'ouvrage. Ils indiqueront obligatoirement le montant de la TVA sur travaux ainsi que l'avancement en pourcentage du projet (voir annexe jointe).

Les travaux seront réglés au prix global indiqué dans la soumission acceptée dans les conditions prévues aux articles ci-après. Sur proposition du Maître d'Ouvrage, les ouvrages comportant des malfaçons qui ne seraient pas reprises dans les délais fixés feront l'objet d'abattements sur situations ou pourront, dans le cas de malfaçons graves, ne pas être pris en compte dans l'établissement des situations. Le prix global sera augmenté ou diminué le cas échéant du montant des travaux exécutés en plus ou en moins sur ordres de service postérieurs à la notification du marché.

Les travaux visés à l'alinéa précédent seront réglés dans les conditions ci-après :

- s'ils concordent avec les ouvrages portés sur le devis quantitatif et estimatif : au moyen des prix unitaires figurant sur le bordereau
- s'ils sont assimilables à des ouvrages portés sur le devis quantitatif et estimatif : à des prix établis par analogie en prenant pour base les principes (sous détails, coefficients, etc.) ayant servi à l'établissement du bordereau ou de la série indiquée au marché.

Le montant des travaux complémentaires sera éventuellement révisé dans les conditions prévues aux articles ci-après.

6.5 ETABLISSEMENT DES DECOMPTES GENERAUX ET DEFINITIFS

La prestation des décomptes définitifs et leur approbation par le maître d'œuvre se feront dans les normes énoncées par la norme NF P 03 001.

Il est précisé que le montant du solde des travaux à la date contractuelle d'achèvement des travaux ne sera réglé qu'après la levée complète des réserves et l'exécution de tous les essais nécessaires des installations, l'approbation des décomptes définitifs, la production des plans d'exécution réels et la remise des notices d'instructions particulières au maître d'œuvre, ainsi que les attestations des polices d'assurances.

Ce décompte comprend toutes les sommes (révisables ou non) :

- Les travaux et avenants (compte tenu de remboursements).
- Les approvisionnements.
- Le forfait de coordination, installation de chantier, etc...
- Les avances.
- Les pénalités définitives.

Au cas où l'entrepreneur aurait contesté le décompte définitif dans le délai de trente jours prévus à l'article 16.6.3. de la norme AFNOR P 03 001. Sans action en paiement des sommes dues en vertu du marché, ou à l'occasion de l'exécution du marché, se prescrira par un an à compter de la notification du décompte définitif. Par dérogation à la norme NF P 03 001, le DGD ne pourra être considéré comme tacite.

6.6 SOUS TRAITANCE - APPORT DU MARCHE SANS AUTORISATION

6.6.1 Règles générales

L'Entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son marché, ni en faire apport à une Société ou à un Groupe, sans autorisation expresse, écrite et préalable du Maître d'ouvrage.

Dans ce cas, le recours à la sous-traitance est soumis aux prescriptions du décret n° 76-625 du 5 Juillet 1976 article 2 et ses additifs.

Dans tous les cas, l'Entrepreneur reste personnellement responsable et garant de la bonne exécution des ouvrages, tant envers le maître d'ouvrage qu'envers les ouvriers et les tiers.

Si, sans autorisation, l'Entrepreneur a sous-traité ou fait apport du marché à une Société ou à un groupement, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier de plein droit ce marché sans préjudice des dommages et intérêts.

6.6.2 Modalités d'agrément d'un sous-traitant

Avec sa demande d'autorisation de sous-traitance, l'Entrepreneur titulaire du marché doit remettre au maître d'œuvre une déclaration mentionnant notamment :

- La nature des prestations dont la sous-traitance est envisagée,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Les qualifications professionnelles, les attestations d'assurance
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé. Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il est justifié qu'il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers.

Le maître d'œuvre, après vérification et demande de pièces complémentaires si nécessaires, enverra la demande de sous-traitant au maître d'ouvrage pour approbation

Le silence du maître d'ouvrage gardé pendant vingt et un jours après réception de l'approbation du maître d'œuvre, vaut décision de rejet.

L'entreprise ne pourra nous soumettre des sous-traitants, autre qu'au rang n°1

6.6.3 Sous-traitant accepté

Dès l'acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage, l'Entrepreneur indique au maître d'œuvre le nom de la personne physique qualifiée pour représenter le sous-traitant et le domicile élu par ce dernier à proximité des travaux ainsi que la personne responsable sur le chantier.

6.6.4 Paiement des sous-traitants

Identique à celui défini dans les clauses contractuelles liant le Maître d'ouvrage avec l'entrepreneur principal.

6.6.5 Etendue de la sous-traitance

L'Entrepreneur titulaire du marché ne peut d'une manière générale sous-traiter la totalité des travaux qui lui sont confiés et les travaux pour lesquels il est qualifié.

7 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

7.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

7.2 MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT

Sans objet.

7.3 CARACTERISTIQUE, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

1 Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations, à apporter aux dispositions du C.C.A.P. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

2 Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'Entrepreneur ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

3 Le maître d'œuvre peut décider après accord du Maître d'Ouvrage de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché (Se reporter au C.C.T.P.) :

7.4 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

Sans objet.

8 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le Maître d'Ouvrage délivrera au maitre d'œuvre un ordre de service de commencer les travaux, lequel délivrera alors l'ordre de service à l'Entrepreneur. Cet ordre de service mentionnera la date de départ du délai contractuel tous corps d'état prévu au planning général ainsi que le délai imparti à chaque entreprise.

L'Entrepreneur devra dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier (et des ouvrages provisoires) (et du plan de sécurité et d'hygiène) et le soumettre au visa du maitre d'œuvre le délai de VINGT JOURS (20 jours) suivant la notification du marché.

Il est fixé une période de préparation. Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Au cours de la période de préparation, il est procédé aux opérations suivantes :

a - Le maitre d'œuvre fait remettre par l'Entrepreneur toutes les pièces prévues et dirige avec lui la mise au point de ces documents. L'Entrepreneur établit en accord avec le maitre d'œuvre, le calendrier d'exécution en respectant le délai d'exécution des travaux et notamment la date de mise à disposition des locaux.

Le calendrier fixe également les délais partiels d'intervention sur le chantier, et, le cas échéant, de fabrication en usine ainsi que les dates de début de ces délais. Il détermine, le cas échéant, les délais d'intervention et les dates de début de ces délais.

b - L'Entrepreneur procède à :

- L'établissement et la présentation au visa du maitre d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier (et des ouvrages provisoires)
- L'établissement du plan P.P.S.P.S. relatif à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers.
- L'exécution des voies et réseaux divers prévus
- L'établissement et la présentation de plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues
- L'établissement des demandes d'autorisations (PIC , voiries.....) auprès de la ville de Saint Omer.

La période de préparation est de 2 mois.

Au cours du déroulement des travaux, le maitre d'œuvre pourra, en accord avec l'Entrepreneur, apporter au calendrier d'exécution les ajustements nécessaires sans que soit modifié le délai d'exécution des travaux.

L'entrepreneur qui n'aura pas émis de remarques écrites concernant les démarrages, phasages, durées et finitions de ses ouvrages s'engagera, de ce fait, à réaliser ses prestations conformément au planning établi par le maitre d'œuvre : l'accord tacite de l'entreprise sera acquis en absence de remarque écrite.

8.2 COORDINATION DES TRAVAUX

La coordination entre les Entrepreneurs séparés est assurée par le maitre d'œuvre. Chaque Entrepreneur doit toutes prestations pour faciliter la coordination de l'ensemble des travaux exécutés par les différents corps d'état, et apporter toutes aides à la mission que doit exercer le maitre d'œuvre.

Chaque Entrepreneur doit prendre connaissance de l'ensemble du projet en vue de se renseigner sur la répercussion des travaux des autres corps d'état.

Il doit se tenir au courant de l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres sur ce qu'ils ont de commun, reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur exécution, leur fourniture, donner les indications nécessaires à l'exécution de ses propres travaux, s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestation, en référer au maître d'œuvre.

Il doit prendre sous sa responsabilité, et à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou ouvrages des autres corps d'état, en cours, achevés ou non réceptionnés. Il sera également responsable de tous dégâts ou détournements commis par ses préposés, tant dans le chantier où les travaux sont exécutés que dans les immeubles voisins.

Il doit prévoir dans son étude toutes sujétions d'exécution entraînées en cours de réalisation par l'incorporation des éléments des différents corps d'état, étant entendu que ces sujétions sont incluses dans le prix et dans le délai imposé.

Il s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à l'établissement et à l'exploitation du planning général.

8.3 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER - ENCADREMENT

Sauf cas de force majeure, l'entreprise doit mettre à disposition du maître d'œuvre, le personnel d'encadrement nécessaire nommément affecté pour la durée du chantier et normalement mandaté pour représenter l'entreprise.

Ce personnel doit assister aux réunions de chantier auxquelles il est convoqué par le maître d'œuvre sur le compte-rendu de la réunion de chantier précédente et y sacrifier le temps nécessaire imposé par le maître d'œuvre. Il doit répondre à toutes convocations éventuelles en dehors des rendez-vous, si nécessaire.

Toute absence non justifiée au rendez-vous de chantier sera pénalisée d'une somme forfaitaire de 200 €/H.T. qui sera déduite automatiquement sur situation de travaux.

Tout retard au rendez-vous de plus de 30 minutes sera pénalisé d'une somme forfaitaire de 50 €/H.T. qui sera déduite automatiquement sur situation de travaux.

Lorsqu'un entrepreneur aura à son actif plus de 3 retards ou plus de 3 absences, les pénalités seront dans ce cas portées respectivement à 75 € HT pour les retards et à 300 € HT pour les absences par réunion de chantier.

Après chaque rendez-vous de chantier un compte-rendu sera adressé par le maître d'œuvre aux entreprises intéressées.

L'état d'avancement des travaux sera consigné sur ce compte-rendu.

Toutes les questions relatives à la bonne marche des travaux, à la coordination et à leur mise au point, devront être posées au cours de ces réunions, en présence des entreprises.

Toutes entreprises intéressées et non représentée au rendez-vous devra accepter les décisions prises par le Maître d'œuvre sur place.

Tous les sujets traités au procès-verbal d'une réunion seront considérés comme approuvés s'ils n'ont pas fait l'objet d'observations écrites d'entrepreneurs dans la semaine qui suit la réunion relatée.

8.4 PLAN D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'Entrepreneur et soumis, avec les notes de calculs correspondantes, à l'approbation du Maître d'œuvre.

Tous les plans d'exécution et notes de calculs doivent être visés sans réserve par le Contrôleur Technique.

8.5 CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

A - Toutes les conditions particulières d'exécution des travaux, telles que définies aux C.C.T.P. tous corps d'état, doivent être scrupuleusement respectées.

B - L'exécution des travaux traditionnels est soumise aux dispositions des Documents Techniques Unifiés. Les fournitures doivent répondre aux spécifications des Normes Françaises et Européennes en vigueur.

C - L'Entreprise est responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre. Elle doit attirer l'attention du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage sur les inconvénients, vices ou malfaçons qui pourraient résulter d'erreurs ou omissions constatées dans les documents ou ordres reçus.

D - L'emploi des matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux, est subordonné à l'Avis Technique du C.S.T.B, à l'agrément du bureau de contrôle (une assurance particulière complémentaire pourra être exigée).

E - Les entreprises doivent établir et soumettre à l'approbation du maître d'œuvre toutes les études relevant de leurs corps d'état avant toute exécution et aux conditions fixées dans le descriptif des travaux.

F - Les entreprises doivent procéder aux essais et contrôle obligatoires demandés par le Maître d'œuvre en conformité avec les règles de sécurité et aux conditions fixées dans le descriptif des travaux.

G - Les entreprises doivent satisfaire à toutes les demandes de documents techniques, plans, schémas, etc... conformément aux conditions fixées dans les C.C.T.P.

8.6 REUNIONS

Les entreprises devront assurer leur présence (sur convocation) à diverses réunions :

- Réunion de démarrage
- Rendez-vous hebdomadaires :
 - Réunion chantier courante
- Rendez-vous bi-mensuels :
 - Réunion qualité et conformité inter-entreprises
- Rendez-vous mensuels :
 - Réunion planning
- Autres rendez-vous (périodicité selon réglementation ou demande spécifique) :
 - Suivant exigences particulières
 - Réunions SPS et sécurité

8.7 CONTESTATIONS SUR LES DOCUMENTS

Si des documents transmis au maître d'œuvre lui paraissent insuffisants, que ce soit dans leur présentation, leur échelle (plans) ou leur contenu, celui-ci demandera à l'entrepreneur un nouveau dossier technique présenté sous une forme imposée. En cas de récidive de l'entrepreneur, ou de refus de s'exécuter, le Maître d'œuvre pourra exiger soit l'établissement de ces documents par toute entreprise, ou

personne morale notoirement compétente aux frais et sous l'entière responsabilité de l'entrepreneur défaillant, soit la résiliation pure et simple du marché.

8.8 DELAIS DE PRODUCTION DES DOCUMENTS

Les délais d'établissement par l'entrepreneur des plans techniques, notes de calculs et de leurs vérifications et mises au point par le Maitre d'œuvre ne devront avoir aucune incidence sur le délai contractuel.

En cas de retard dans la fourniture de ces documents, les pénalités prévues à l'article correspondant seront applicables à l'entrepreneur.

8.9 PLANS DE RECOLEMENT, NOTICES D'ENTRETIEN, SCHEMAS

A la réception, l'entrepreneur devra fournir obligatoirement au Maitre d'œuvre les plans complets conformes aux travaux exécutés, de la note de calcul ainsi que de la notice d'entretien et des schémas, et des avis techniques et recommandations des appareillages ou matériaux utilisés. Il devra également la fourniture des documents nécessaires aux certifications, rapports caméra 15 jours avant la réception de chantier, ensemble des essais liés au bâtiment.

LA RECEPTION DE TRAVAUX SERA SUSPENDUE SI L'ENTREPRENEUR N'A PAS FOURNI LE DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES ET SES ANNEXES LE JOUR DE LA LIVRAISON.

Une retenue définitive de 1 000 € HT sera effectuée sur le Décompte Général Définitif si l'entreprise ne remet pas au Maitre d'œuvre les documents suivants : dossier des ouvrages exécutés comprenant tous les plans mis à jour, notices d'entretien. Dans les 15 jours suivant la réception des ouvrages de la majorité des lots intervenants.

8.10 ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

Les Entreprises intervenantes doivent se conformer rigoureusement aux prescriptions des lois et leurs décrets d'application concernant les obligations très précises relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel, résumées dans les chapitres :

- SECURITE DES TRAVAILLEURS.
- LOCAUX ET INSTALLATIONS A L'USAGE DES TRAVAILLEURS.

Il appartient à l'Entrepreneur de se procurer les autorisations administratives nécessaires à l'organisation de son chantier.

Les emplacements nécessaires à l'Entreprise pour réaliser ses stockages de matériaux seront définis en accord avec le Maitre d'œuvre et le coordinateur Sécurité.

Les mesures définies dans le PGCSPPS, les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par l'Entrepreneur :

Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plans des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hygiène et de sécurité du chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux regroupent des vestiaires, des sanitaires, etc...et seront au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité, ils doivent être balisés en permanence.

La signalisation du chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée par l'Entrepreneur

Limitation des niveaux sonores :

Les entrepreneurs devront respecter les dispositions réglementaires en vigueur relatives à la limitation des niveaux sonores émis par divers engins et appareils.

La tenue et la propreté du chantier dépendent de tous les entrepreneurs intéressés :

Chaque entrepreneur est tenu de ramasser ses gravats et de les mettre en dépôt aux endroits qui seront précisés par le Maitre d'œuvre.

Ces gravats ou emballages éparpillés sont enlevés par chaque entrepreneur. A défaut, le Maitre d'œuvre les enlèvera au compte de la ou des entreprises concernées ou au prorata des marchés (hors de la provision prévue au compte-prorata).

En plus de la propreté permanente du chantier assurée par chaque entreprise, les entrepreneurs procéderont à leur frais, en fin de prestation, à un nettoyage général.

Au cas où certaines entreprises ne respecteraient pas les règles ci-dessus, le Maitre d'œuvre ferait procéder aux enlèvements aux frais des responsables par toute autre entreprise de son choix.

L'attention de l'entreprise est attirée sur les dispositions suivantes :

Article 1.

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie ou autres.

Article 2

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous les accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier et à celles qui seraient étrangères à celui-ci.

Article 3

Il importe que chaque entrepreneur ait le respect des travaux exécutés par les autres corps d'état, et assure la protection de ses propres ouvrages et de ses matériaux contre les dégradations prévisibles provenant du déroulement du chantier.

Les réparations ou remises en état qui s'avèreraient nécessaires seront exécutées dans les délais les plus courts, selon les instructions du Maitre d'œuvre et imputées au compte des entrepreneurs responsables ; dans le cas où le responsable ne serait pas découvert, elles seront imputées au prorata des marchés (hors de la provision prévue au compte prorata).

Article 4

Chaque entrepreneur fera son affaire personnelle de tous déchargements, manutention ou levage de ses matériaux et ouvrages préfabriqués.

Le Maître d'œuvre n'aura aucune obligation vis à vis des entrepreneurs sous-traitants. Il appartiendra donc à ceux-ci de débattre entre eux les services éventuellement demandés, sans que le Maître d'œuvre ait à intervenir. Toutefois, l'utilisation des appareils de levage et échafaudages des entreprises ne devra pas entraver la marche des travaux ni retarder les délais d'exécution et ne saurait constituer une excuse vis à vis d'un retard, soit de leur part, soit de toute autre entreprise.

Article 5

Chaque entrepreneur fera son affaire personnelle, et sous sa responsabilité, de l'obtention de toutes les autorisations administratives qui lui seront nécessaires à l'exécution de ses travaux (autorisations de police, de clôture et de voirie, branchements provisoires, règlements administratifs, sanitaires, incendie, etc...) ainsi que de tous les frais en résultant.

9 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les dispositions relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont les seuls habilités et ont seuls le pouvoir de :

- Donner des instructions aux entreprises en activité sur le chantier,
- Faire démolir ou corriger les ouvrages qui ne seraient pas conformes à son projet, aux dispositions contractuelles ou aux règles de l'art,
- Faire retirer et remplacer les fournitures et les approvisionnements défectueux ou impropres à leur destination,
- Prendre les mesures nécessaires pour assurer la bonne exécution des travaux,
- Prendre les mesures nécessaires pour faire respecter le calendrier d'exécution.

9.2 AUTOCONTROLE

Dans le cadre des vérifications techniques qui leur incombent (auto-contrôle), les entreprises devront avant tout début d'exécution et pour chaque lot, proposer à l'agrément du maître d'œuvre ainsi qu'à l'avis du bureau de contrôle, le programme "d'autocontrôle" qu'elles entendent adopter sur leurs fournitures et prestations.

Ce programme comprendra au minimum :

- une procédure de diffusion interne et externe des règles, spécifications, plans à jour, etc.
- une organisation hiérarchisée des vérifications par les exécutants eux-mêmes.
- une procédure d'identification des fournitures et sous-produits approvisionnés et certification de leur provenance.
- une liste de vérifications concernant les études, les approvisionnements, le stockage, la manutention, l'exécution et la réception. Cette liste doit, en particulier, préciser les divers essais prévus à ces différents stades.
- l'établissement de fiches de vérification attestant la réalité de ces vérifications : fiches de vérification des études, fiches de vérification de l'exécution, fiches ou P.V. d'essais (ces essais ayant été exécutés conformément aux règles professionnelles).

- l'établissement de fiches de non-conformité dans le cas d'exécution non conforme accompagné d'une procédure de reprise soumise à l'agrément du maître d'œuvre

9.3 ESSAIS ET VERIFICATIONS DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

Pour ce qui est des lots "Equipements" cités ci-dessous :

CA	:	Conditionnement d'air
CH	:	Chauffage
EL	:	Installations électriques
FS	:	Fluides spéciaux
PB	:	Plomberie
PE	:	Portiers électroniques
RA	:	Réseau d'alimentation en eau
RE	:	Réseau d'évacuation
VM	:	Ventilation mécanique

Les entreprises concernées devront au minimum procéder aux essais et vérifications de fonctionnement de leurs fournitures et prestations conformément au code d'essais prescrit dans les fiches d'essais AQC 5 (Agence Qualité Construction).

Les résultats d'essais devront être transcrits sur des procès-verbaux établis selon les modèles figurant dans les fiches AQC.

Ces procès-verbaux seront transmis au maître d'œuvre qui prononcera les réceptions après que le bureau de contrôle ait donné son avis sur leur contenu.

9.4 RECEPTION DES TRAVAUX

- 1 mois avant la réception du bâtiment,

Le Maître d'œuvre convoque les entreprises pour réaliser une liste de pré réception en présence des Entrepreneurs.

Une liste de malfaçon est établie. Cette liste de malfaçon sera communiquée aux entreprises par recommandé.

Les entrepreneurs disposent d'un délai fixé à 15 jours calendaires au maximum à compter de la réception de la liste, sauf commun accord, pour exécuter les travaux demandés, y compris ceux qui en sont la conséquence.

Il est précisé que les OPR décrits ci-dessous seront complétés de la liste OPL qui sera réalisé avec l'investisseur. En aucun cas l'entrepreneur ne pourra contester la liste des OPL sur la date de remise de celle-ci à l'entreprise.

- 15 jours avant la réception du bâtiment,

Le Maître d'œuvre convoque à nouveau les entreprises pour réaliser la mise à jour de la liste de pré réception en présence des Entrepreneurs,

Cette liste tiendra compte des malfaçons qui ont été levées et celles qui restent, il sera également rajouté les malfaçons qui auront été repérées pendant cette nouvelle visite.

Un nouveau procès-verbal sera établi. La liste de malfaçon mise à jour sera communiquée aux entreprises par recommandé.

Les entrepreneurs disposent d'un délai fixé à 10 jours calendaires au maximum à compter de la réception de la liste mise à jour, sauf commun accord, pour exécuter les travaux demandés, y compris ceux qui en sont la conséquence.

- 5 jours avant la réception du bâtiment,

Le Maître d'œuvre convoque les entreprises pour constater la levée des malfaçons.

- 4 jours avant la réception du bâtiment,
Les entreprises auront toutes quittées le chantier, laissant ainsi place à l'entreprise responsable du nettoyage.
Toute entreprise intervenant malgré l'interdiction afin de lever d'éventuelles malfaçons se verra contrainte de reprendre à sa charge le nettoyage des zones qui auront été impactées.
- Réception du bâtiment,
La réception est unique pour l'ensemble des ouvrages T.C.E. dès l'achèvement des travaux tous corps d'état.
Le Maître d'œuvre procède à la visite de réception en présence des Entrepreneurs.
Un procès-verbal de réception est établi. Ce dernier, signé par toutes les parties, détermine la date effective de commencement de la période de garantie. Cette réception comprendra les OPR et les OPL non levés ainsi que les dernières remarques présentes le jour de la réception.

9.4.1 Réception avec réserves

Lorsque le procès-verbal de réception fait état de réserves motivées par des omissions ou imperfections, l'entreprise devra effectuer les travaux de réfections ou de parachèvement, objet des réserves, dans le délai précisé par le Maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, et ce, à compter de la date de réception.

Les entrepreneurs disposent d'un délai fixé à 60 jours au maximum à compter de la réception de la liste mise à jour, sauf commun accord, pour exécuter les travaux demandés, y compris ceux qui en sont la conséquence.
Le non-respect de la levée des réserves dans le temps imparti provoquera la retenue sur situation d'un montant de 300 € HT par jour calendaire de retard. Les montants de ces pénalités seront dus.

Tant que les réserves n'auront pas été levées, l'entreprise sera tenue de mettre des ouvriers à disposition permanente sur le chantier.
Passé ce délai précisé, le Maître d'œuvre pourra faire exécuter des travaux aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant après mise en demeure préalable conformément à l'article 1792-6 du Code Civil.
Cette mise en demeure vaut dénonciation de marché. L'entreprise concernée ne pourra, en aucun cas, demander des indemnités, dommages et intérêts pour préjudices causés.

Il sera établi un PV de réception avec date de levée des réserves valant date de parfait achèvement

Au cas où un retard dans l'achèvement des travaux amènerait le Maître d'œuvre à prendre ou faire prendre possession des ouvrages avant que les procès-verbaux aient été établis, ceux-ci pourront valablement être établis contradictoirement, après la prise de possession à la demande de la partie la plus diligente.
En aucun cas la durée de levée intégrale des réserves ne pourra dépasser 60 jours calendaires : au-delà de ce délai, l'ensemble des clauses relatives aux finitions de pré-réception, réception, prise de possession des locaux par le Maître d'œuvre sera appliqué.

9.4.2 Clauses complémentaires à la réception

La réception des ouvrages ne peut être demandée et par conséquent prononcée, que simultanément pour la totalité des lots de l'opération, à l'exception de ceux pour

lesquels le marché prévoit expressément la possibilité de prononcer une réception partielle ou différée.

Lors de la réception, les entreprises et organismes concernés devront fournir au MOA les éléments suivants :

A la livraison

- Clés et badges et autres moyens d'accès de l'immeuble dûment identifiés avec leur organigramme et les plans de repérage y afférents,
- Attestations visées par le CONSUEL pour les installations électriques (lot électricité)
- Attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence Qualité Construction (AQC),
- Procès-Verbaux de mise en service des réseaux de Chauffage Ventilation Climatisation pour les lots concernés
- Les copies des polices d'assurances de « Dommages-Ouvrage » et de responsabilité décennale CNR (CG, CP), ainsi que les attestations d'assurance de responsabilité civile décennale des intervenants à la date de la DROC,
- Le cas échéant, les conventions et contrats d'abonnement éventuellement passés par le Vendeur pour le compte de l'Acquéreur avec les concessionnaires,
- Les certificats de désinfection des réseaux d'eau potable et de potabilité de l'eau,
- Attestation des assurances des entreprises,
- Projet de contrats de maintenance et d'entretien annuel fait par les entreprises intervenant sur le chantier, des installations et équipements techniques et les espaces verts,

A la levée des réserves

- Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage, (CSPS)
- Dossier des Ouvrages Exécutés
- Police des assurances dommages-ouvrage et responsabilité décennale,

9.5 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Ce délai de garantie sera d'un an à partir de la date de réception des travaux, sans réserve ou après levée des réserves laquelle date marque également le point de départ des responsabilités décennale et biennale.

Au cours de cette période de garantie contractuelle, l'entrepreneur sera tenu, sans préjudice des articles 1792 et 2280 du Code Civil instituant l'obligation de garanties biennale et décennale que le Maître d'œuvre se réserve de faire jouer, de remédier à tous les désordres nouveaux, même dans les menus travaux ; il fera en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état où il était lors de la réception.

Il sera tenu compte également durant cette période de garantie, des imperfections constatées lors de la prise de possession par les acquéreurs des locaux et dans le mois qui suit cette prise de possession au fur et à mesure de leur communication à l'entrepreneur ;

Si ces travaux n'étaient pas exécutés, le Maître d'œuvre aura le droit de procéder suivant les modalités définies au troisième paragraphe de l'article 9.4.1 "réception avec réserves".

A dater de la notification des désordres, l'entreprise sous-traitante dispose d'un délai de 40 jours calendaires pour y remédier. Passé ce délai, le maître d'œuvre et/ou maître d'ouvrage pourra faire procéder aux travaux et ceci aux frais de l'entreprise.

Il est clairement spécifié et obligatoire que l'intégralité des entreprises devront prévoir une campagne de réglages et/ou réparations 3 semaines avant la fin de la

garantie de parfait achèvement, suivant demande de la maîtrise d'ouvrage. Cette campagne de réglages ne pourra être soumise à quelques dédommagements financiers que ce soit.

9.6 RESILIATION DE CONTRAT

9.6.1 Résiliation

L'entrepreneur devra commencer les travaux dès réception de l'ordre de service qui lui sera signifié par le Maître d'œuvre et les mener avec toute célérité nécessaire pour les exécuter dans les délais fixés au planning ; à cet effet, l'entrepreneur maintiendra sur le chantier l'effectif et les approvisionnements nécessaires pour que le délai indiqué soit respecté.

Au cas où notamment (et complémentaiement aux articles 19.1 et 19.2 de la norme NF 03 001 novembre 72)

- les travaux seraient sous-traités, cédés, transférés, etc... sans autorisation préalable du Maître d'œuvre.
- le planning ne serait pas respecté.
- la qualité d'exécution des ouvrages serait mauvaise et les réfections nécessaires ne seraient pas entreprises dans les délais.
- le chantier serait abandonné ou des fraudes seraient dûment constatées.
- les effectifs et approvisionnements seraient insuffisants ;
- l'entrepreneur ne serait pas normalement assuré

Le Maître d'œuvre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extra judiciaire, mettra l'entrepreneur en demeure de rétablir une situation normale dans un délai de 10 jours, ce délai pouvant être ramené à deux jours en cas d'urgence.

Passé ce délai, et s'il n'y a pas entièrement satisfait à la mise en demeure, l'entrepreneur sera réputé défaillant et son marché pourra être résilié de plein droit, si bon semble au maître de l'ouvrage, sans nouvelle mise en demeure ou formalités judiciaires.

Un état des lieux sera réalisé contradictoirement pour constater physiquement la défaillance de l'entreprise.

Le marché serait également résilié de plein droit en cas de règlement judiciaire ou de faillite même si l'entreprise avait obtenu son concordat.

9.6.2 Conséquences de la résiliation

Dans tous les cas de résiliation, l'entrepreneur est tenu d'évacuer le chantier et ses annexes (hangars, magasins, bureaux, etc...) dans le délai d'un mois au plus tard à dater de la demande faite par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage de libérer le chantier.

Compétence est à cet égard donnée au juge des référés pour ordonner la libération du chantier. L'entrepreneur peut refuser de céder au maître de l'ouvrage les ouvrages provisoires, les matériels construits spécialement pour le chantier en cause ainsi que les matériaux approvisionnés pour l'exécution des ouvrages ordonnés. La cession est faite aux prix convenus au marché ou à ceux fixés à dire d'experts à défaut d'accord amiable.

Le Maître d'œuvre pourra en outre passer un nouveau marché aux risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

Les excédents de dépenses et préjudices directs ou indirects qui pourraient découler de cette réalisation seront à la charge de cet entrepreneur et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues tant au titre des situations en cours de règlement que des retenues de garantie, cautionnées ou non, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Dans tous les cas de résiliation, qu'elle qu'en soit la cause, l'entrepreneur garantit au Maître d'œuvre le droit et la possibilité d'utiliser les procédés brevetés ou les brevets pour permettre l'achèvement des travaux, par quelle qu'entreprise que ce soit, et laisser à sa disposition tous les matériels plans, etc. nécessaires.

Dans tous les cas de résiliation, il sera procédé à la diligence du Maître d'œuvre à un relevé quantitatif des travaux, l'entrepreneur dûment appelé étant précisé que ledit relevé sera réputé contradictoire à l'égard de l'entreprise qui n'aurait pas déféré à la mise en demeure qui lui aurait été faite d'avoir à y assister.

9.6.3 Suspension des travaux

Si les travaux sont ajournés du fait du maître d'œuvre et/ou maître d'ouvrage, ou en raison d'une décision administrative ou judiciaire, soit avant, soit après commencement d'exécution, l'entrepreneur ne pourra demander le versement d'une indemnité.

Si des travaux ont été exécutés, ils seront réglés selon les dispositions prévues dans le présent Cahier des Charges.

Au cas où la suspension ou l'ajournement des travaux persisterait dans le cas des deux hypothèses ci-dessus, au-delà de trois mois, l'entrepreneur ne pourrait prétendre au remboursement des frais d'immobilisation du matériel.

9.7 ASSURANCES ET OBLIGATIONS

La signature du présent marché est subordonnée à la fourniture, par l'Entrepreneur ainsi que par les sous-traitants désignés dans le marché, des documents suivants de moins d'un mois d'ancienneté :

1. Photocopie du Registre du Commerce ou des Métiers,
2. Photocopie des Qualifications Professionnelles QUALIBAT, QUALIFELEC, etc...,
3. Certificat de non-faillite établi par le Greffe du Tribunal de Commerce,
4. Attestation d'assurance Responsabilité Civile garantissant les tiers en cas d'accidents ou de tous dommages matériels et immatériels causés par l'exécution des travaux,
5. Attestation d'assurance Responsabilité Décennale ou Biennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil garantissant tous les travaux après réception,

9.8 PROPRIETE ARTISTIQUE - PROPRIETE INDUSTRIELLE

9.8.1 Généralités

Le présent article concerne l'utilisation de procédés et/ou produits et/ou dessins et/ou dispositifs protégés par des droits appartenant à des tiers.

Si l'exécution des travaux entraîne l'utilisation de procédés, produits, dessins, dispositifs, protégés par une demande de brevet, un certificat d'utilité, une marque, un dessin ou un modèle, l'entrepreneur a la charge :

- D'obtenir du titulaire : cession, licence, sous-licence ou toutes autorisations nécessaires à la réalisation des ouvrages protégés

- De payer les redevances, annuités, prix de cession et d'une façon générale, tous frais, charges et indemnités imposés par le titulaire
- De remplacer ou modifier avec accord du maître d'œuvre et/ou maître d'ouvrage, les éléments d'ouvrage de manière à éviter ou faire cesser tout agissement contrefaisant

9.8.2 Garanties apportées par l'entrepreneur au Maître d'Ouvrage

L'entrepreneur agissant tant en son nom que pour le compte de ses sous-traitants garantit le maître d'ouvrage contre les revendications et les conséquences pécuniaires résultant de toutes actions de tiers relatives à la protection de leurs droits quand les obligations énoncées ci-avant n'ont pas été respectées

De ce fait, l'entrepreneur s'engage à dédommager le maître d'ouvrage des frais et indemnités qui pourraient être mis à la charge de cette dernière par une décision de justice, ou par accord amiable qui aurait reçu préalablement ou à posteriori, l'agrément de l'entrepreneur.

9.8.3 Contestation d'un tiers

En cas de réclamation ou de procès intenté contre le maître d'ouvrage portant sur les matières mentionnées OA/09/005/1, l'entrepreneur en sera avisé et aura le droit de poursuivre toutes les négociations à ses propres frais pour le règlement de telle réclamation ou tel procès

9.9 ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne pourraient pas être réglées amiablement seront de la Compétence donnée aux juridictions commerciales du lieu de siège social du maître d'ouvrage nonobstant toutes clauses attributives de compétence qui pourraient figurer dans les lettres et autres pièces émanant de l'entreprise.